



NATIONS
UNIES

A



CONFÉRENCE MONDIALE DE LA DÉCENNIE
DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME :

Egalité, développement et paix

Copenhague, Danemark
14-30 juillet 1980

Distr.
LIMITÉE

A/CONF.94/L.22/Add.2
28 juillet 1980

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

Point 11 de l'ordre du jour

Chapitre V

RAPPORTS DES ORGANES SUBSIDIAIRES ET SUITE DONNÉE
A CES RAPPORTS PAR LA CONFÉRENCE

B. Rapport de la Deuxième Commission

Rapporteur : M. Ali BENBOUCHTA (Maroc)

Additif

Les paragraphes qui suivent sont à insérer, comme il convient, dans le rapport de la Deuxième Commission.

Examen et évaluation des programmes régionaux et mondiaux des organismes des Nations Unies visant à promouvoir les objectifs de la Décennie (point 8 b) de l'ordre du jour)

1. En ce qui concerne le point 8 b), la Deuxième Commission était saisie de neuf documents traitant de l'examen et de l'évaluation des programmes régionaux et mondiaux des organes et organismes des Nations Unies, qui visaient à réaliser les objectifs de la Décennie. Ces documents ont fait l'objet de discussions lors des quatre premières séances tenues entre les 15 et 17 juillet 1980 1/.
2. Ouvrant le débat sur ce point, la représentante de la Secrétaire générale de la Conférence a indiqué que le principal rapport concernant cette question était le document intitulé "Examen et évaluation des Programmes mondiaux et régionaux du système des Nations Unies (1975-1980)" (A/CONF.94/31), établi d'après les informations fournies par des organes et organismes des Nations Unies.

1/ Les documents de référence relatifs au point 8 b) sont énumérés dans les annotations à l'ordre du jour provisoire (A/CONF.94/1).

Les autres rapports contenant des renseignements supplémentaires sur ces programmes régionaux et mondiaux étaient les documents suivants : "Examen des activités des institutions spécialisées et des organismes des Nations Unies visant à réaliser les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix (A/CONF.94/20 et Corr.1), qui résumait les informations communiquées par dix institutions spécialisées, un organe et un département de l'Organisation des Nations Unies, et "Recommandations concernant les femmes et le développement, résultant des conférences qui se sont tenues sous les auspices de l'ONU ou de ses institutions spécialisées" (A/CONF.94/19 et Corr.1), qui évaluait la manière dont les questions relatives au rôle des femmes dans le développement avaient été analysées lors de douze conférences mondiales tenues depuis 1975. Enfin, le rapport sur "les femmes dans les zones rurales" (A/CONF.94/28) examinait la question sous l'angle de l'alimentation, de l'accès à la terre et aux ressources en eau, des facilités de crédit et des coopératives.

3. Les rapports des cinq réunions régionales préparatoires figuraient dans les documents A/CONF.94/14, 15, 16, 17 et 18. La représentante de la Secrétaire générale de la Conférence a expliqué que l'objet de ces réunions avait été, sauf dans le cas de la CEE, d'examiner et d'évaluer les progrès accomplis depuis 1975 dans les régions intéressées du point de vue de l'application du Plan d'action mondial, et parfois des plans d'action régionaux, ainsi que de formuler des recommandations pour la seconde moitié de la Décennie.

Débat général sur le point 8 b)

4. De nombreuses représentantes* ont reconnu que les trois thèmes de la Conférence - égalité, développement et paix - étaient étroitement liés. Elles ont souligné que, si l'on voulait améliorer sensiblement la condition de la femme, il fallait procéder à de profondes réformes tant à l'échelon national qu'à l'échelon international, notamment dans les domaines de l'emploi, de l'enseignement et de la santé. Les efforts déployés pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement n'avaient pas abouti à d'importants changements du point de vue économique, et ce pour des raisons tant nationales qu'internationales. De l'avis de ces représentantes, il était impossible de parler d'égalité pour les femmes tant que la situation internationale restait ce qu'elle était. Plusieurs représentantes ont souligné la nécessité de transformations globales, en accord avec les principes du nouvel ordre économique international, étant donné l'interdépendance toujours plus grande des pays développés et des pays en développement. Un certain nombre de représentantes ont été d'avis que le Plan d'action mondial adopté à Mexico n'avait rien perdu de sa valeur, estimant toutefois que la réalisation des objectifs de la Décennie était étroitement liée à la paix, au désarmement et à la détente.

5. Une représentante a souligné que l'instauration du nouvel ordre économique international était une condition nécessaire mais non suffisante pour réduire l'écart entre pays riches et pays pauvres et ne permettrait pas, à elle seule, de parvenir à une croissance économique durable ou à satisfaire les besoins minimum des femmes et des hommes appartenant aux couches défavorisées de la société.

6. De l'avis de certaines représentantes, les recommandations touchant la définition des objectifs et l'évaluation des progrès accomplis sur la voie de leur réalisation devaient tenir compte des différences et similitudes entre pays développés et pays en développement.

* Faute de précisions à cet égard, on a généralement utilisé, pour plus de commodité, dans tout le texte français du rapport, le substantif féminin (représentante, participante) pour désigner les orateurs.

7. De nombreuses représentantes se sont déclarées satisfaites des activités entreprises par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. Néanmoins, beaucoup d'entre elles, préoccupées par le manque de coordination entre les institutions spécialisées et l'Organisation des Nations Unies - qui entraînait souvent des doubles emplois et un gaspillage de ressources -, ont demandé que cette coordination soit renforcée et que des ressources accrues soient affectées à cette fin. Note a été prise du programme commun interinstitutions qui avait été adopté dans l'espoir qu'il contribuerait à éliminer les doubles emplois et à favoriser la mise en place d'un système plus efficace pour l'exécution des projets en faveur des femmes. Mais certaines représentantes se sont déclarées déçues du retard pris dans l'exécution du programme. Quelques représentantes ont dit qu'une coordination s'imposait aussi entre l'Organisation des Nations Unies et les organismes qui ne lui étaient pas rattachés, y compris les organisations non gouvernementales, et qu'il fallait par ailleurs améliorer la coordination entre l'Organisation des Nations Unies et ses Etats Membres, de même qu'entre les pays. Un certain nombre de délégations se sont élevées contre l'idée de créer de nouveaux organes internationaux pour les besoins de la coordination. Elles ont fait valoir que, pour commencer, il convenait de bien utiliser les organes existants des Nations Unies aux fins de la coordination.

8. Plusieurs représentantes ont estimé que le Service de la promotion de la femme du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires jouait un rôle utile dans la coordination des activités, et qu'il devrait être renforcé. Une représentante a demandé que l'on modifie et renforce les programmes en faveur des femmes, sans toutefois que cela entraîne l'ouverture de crédits supplémentaires. Plusieurs représentantes ont reconnu le rôle important de la Commission de la femme, seul organe des Nations Unies ayant compétence exclusive pour l'examen de la condition de la femme, et demandé que cette Commission soit renforcée.

9. Plusieurs représentantes ont souligné qu'il fallait améliorer la situation des femmes au sein des organismes des Nations Unies, lesquels devaient donner l'exemple aux autres institutions. On a fait observer que les progrès avaient été lents et que les femmes avaient été recrutées surtout à des postes subalternes et non à des postes de direction. Ces représentantes ont estimé que les gouvernements devraient proposer un plus grand nombre de femmes qualifiées pour les postes de niveau élevé. Plusieurs représentantes se sont déclarées en faveur d'une "discrimination positive" à l'égard des femmes.

10. Il a été généralement reconnu que les commissions régionales jouaient un rôle important dans la formulation d'une stratégie internationale du développement, les besoins des femmes variant d'une société à l'autre, selon le système social et économique. Plusieurs représentantes ont souligné qu'il y aurait lieu de renforcer les stratégies régionales en améliorant la coopération technique entre pays en développement, en adoptant les recommandations des réunions préparatoires régionales et en augmentant l'assistance fournie par le Fonds de contributions volontaires au titre des activités régionales, ainsi qu'en créant, dans le cadre de toute restructuration de l'Organisation des Nations Unies, des organes dotés des ressources nécessaires à la mise en oeuvre des décisions. Une représentante a reconnu qu'il fallait décentraliser encore les activités et donner des mandats plus catégoriques en ce qui concerne le développement régional. Se référant au document A/CONF.94/31, une représentante a souligné que les recommandations de la Commission économique pour l'Europe ne pouvaient pas engager son Gouvernement puisqu'à son avis, certaines d'entre elles étaient fondées sur une conception qui n'était pas objective dans la mesure où elles n'analysaient pas l'expérience acquise par les pays socialistes.

Une autre représentante a dit que, dans ce document, le caractère limité des données ne permettait pas une analyse valable de la situation des femmes en matière d'emploi.

11. Certaines représentantes ont souligné le rôle considérable que jouait le Fonds de contributions volontaires, grâce à ses programmes, et indiqué que leur pays annonçait de nouvelles contributions au Fonds. Elles ont souligné que le Fonds de contributions volontaires était un précieux outil pour l'aide aux femmes démunies des pays en développement, mais que le retard avec lequel lui parvenaient les ressources dont il avait un si urgent besoin constituait maintenant un problème. Par ailleurs, le Fonds devait disposer d'une plus grande latitude pour évaluer ses projets. Quelques représentantes ont estimé que le Fonds de contributions volontaires devrait avoir un caractère purement temporaire et être intégré aux organismes des Nations Unies existants dont relevait l'exécution des programmes en faveur des femmes.

12. Il a été longuement débattu des mérites comparés de l'élaboration de programmes spéciaux en faveur des femmes et de l'incorporation, dans les programmes, des questions intéressant les femmes. Quelques représentantes se sont déclarées favorables aux projets destinés aux femmes et expressément conçus pour elles, plutôt qu'au réaménagement des programmes existants ou à l'adjonction à ces programmes d'un élément féminin. En revanche, d'autres représentantes ont fait observer que les programmes spéciaux en faveur des femmes étaient, dans certains pays, un moyen de maintenir les femmes à l'écart du courant d'activités. On a été généralement d'accord pour penser que, quelle que fût la méthode utilisée, le but ultime était d'associer les femmes au développement et de ne pas en faire des assistées.

13. Nombre de représentantes se sont déclarées fort intéressées par les activités des institutions spécialisées intéressant les femmes. Elles ont instamment prié les institutions et les organismes compétents des Nations Unies de revoir et accroître, chaque fois que cela était possible, le nombre et la portée des projets en faveur des femmes, en particulier dans les zones rurales. Ces représentantes ont estimé que les organismes en question devraient cesser de financer des séminaires de formation et des programmes de recherche et exprimé l'avis qu'il conviendrait de revoir les modalités d'exécution des programmes. Une autre représentante a fait observer que les directives de la Banque mondiale portaient notamment sur les questions intéressant les programmes et projets aux premiers stades de leur préparation. Il a été en outre suggéré de diffuser largement les directives publiées par la FAO, le PNUD, le FNUAP, la Banque mondiale et d'autres organismes, qui prenaient en considération les besoins spécifiques des femmes et examinaient les possibilités de participation s'offrant à elles.

14. La représentante de la FAO a indiqué que, depuis la Conférence de Mexico de 1975, le Directeur général de la FAO avait pris des décisions en vue d'assurer au Plan d'action mondial l'appui du personnel et des structures institutionnelles de l'organisation, surtout pour ce qui était des aspects concernant les femmes rurales, d'intensifier les efforts déployés pour préciser, en collaboration avec les gouvernements des Etats Membres, la situation des femmes rurales et l'action opérationnelle nécessaire à la recherche de solutions, ainsi que de veiller à ce que les préoccupations des femmes rurales soient prises en compte dans toutes les activités intéressant l'agriculture, la sylviculture et les pêcheries. Le Programme d'action de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, complétait, dans ses aspects relatifs aux femmes rurales,

le Programme d'action de la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour la femme.

15. La représentante de l'OIT a souligné que les activités de l'OIT ayant trait aux femmes qui travaillent, et notamment les femmes rurales, avaient été intensifiées. Elle a informé la Commission de la résolution relative aux activités de l'OIT en matière de développement rural, que la Conférence internationale du travail avait récemment adoptée, à sa soixante-sixième session (1980). Elle a également parlé des dispositions du Plan à moyen terme de l'OIT (1982-1987) relatives aux femmes qui travaillent. Elle a indiqué que, dans le domaine de la formation en vue d'un travail productif, l'objectif de l'OIT était d'assurer aux femmes un plus large accès à tous les types de formation technique, notamment la préparation à la gestion à tous les niveaux et à des professions mieux rémunérées, la sécurité et la mobilité de l'emploi, des perspectives de carrière, les moyens de s'adapter à l'évolution technologique, ainsi que de meilleures conditions de vie et de travail.

16. La représentante du PNUD a signalé que des progrès considérables avaient été accomplis depuis 1975 pour ce qui était de la participation des femmes aux projets et programmes de coopération technique bénéficiant de l'aide du PNUD. Elle a indiqué qu'une évaluation de la participation des femmes rurales au développement, entreprise conjointement par le PNUD et les institutions spécialisées et initialement conçue comme une contribution spéciale à la Conférence, avait débouché sur une série de recommandations opérationnelles visant à accroître la capacité et l'efficacité des organismes des Nations Unies s'occupant du développement, lorsqu'il s'agissait d'offrir des conseils et une assistance aux gouvernements. Toutes ces recommandations avaient été approuvées par le Conseil d'administration du PNUD.

17. La représentante de l'UNESCO a dit que, pour mettre en oeuvre le Plan d'action mondial, l'UNESCO avait entrepris diverses activités : des études, effectuées dans cinq pays, sur la façon d'enseigner aux mères leur rôle dans l'éducation de leurs enfants et d'aider certains pays à mettre en place des services de soins aux enfants; une étude globale sur les abandons scolaires parmi les fillettes et les jeunes filles; études sur l'équivalence des programmes dans sept pays; des recherches plus poussées visant à isoler les pratiques discriminatoires dans l'enseignement; de plus vastes programmes de formation et d'orientation professionnelles pour les femmes, en coopération avec l'OIT. En outre, l'UNESCO avait entrepris des recherches concernant les indicateurs socio-économiques de l'intégration des femmes au développement, à la vie culturelle, aux activités d'information ainsi qu'aux activités scientifiques et technologiques.

18. La représentante de l'ONUDI a signalé que la troisième Conférence générale de l'ONUDI avait adopté une série de propositions visant à promouvoir l'industrialisation des pays en développement et avait souligné, dans une résolution intitulée "Les femmes et l'industrialisation", que dans les pays en développement, l'industrie pouvait être un facteur d'évolution de la condition de la femme et ouvrir de nouvelles possibilités à cette dernière. Il avait été reconnu dans cette résolution que l'intégration et la participation des femmes, à tous les niveaux, au processus d'industrialisation constituaient l'un des préalables majeurs à un développement équilibré et équitable. La représentante de l'ONUDI a insisté sur la nécessité d'établir des liens entre l'enseignement, la formation et le développement industriel pour que, de plus en plus, les femmes soient associées à tous les niveaux, aux efforts généraux d'industrialisation dans les pays en développement.

19. Un certain nombre de représentantes ont instamment demandé aux Etats Membres de ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée par l'Assemblée générale en 1979. Certaines représentantes ont fait remarquer qu'il fallait inviter les gouvernements qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier les Conventions de l'OIT sur la condition de la femme et les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et à modifier leur législation concernant les femmes pour la mettre en accord avec les principes impératifs du droit international.

20. Une représentante a regretté que la préparation du projet de déclaration mentionné dans la résolution 32/142 de l'Assemblée générale, relative à la participation des femmes à la lutte pour le renforcement de la paix et de la sécurité internationales et contre le colonialisme, le racisme, la discrimination raciale, l'agression et l'occupation étrangères et toutes les formes de domination étrangère, n'ait guère progressé au cours des cinq dernières années et a instamment prié les participantes de soutenir toutes nouvelles initiatives propres à favoriser l'élaboration de cette déclaration par l'Assemblée générale, à sa trente-cinquième session.

21. Une représentante a proposé que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies fasse une étude comparative des législations nationales, en particulier des dispositions concernant l'égalité des hommes et des femmes. Plusieurs représentantes ont insisté pour que les gouvernements créent des mécanismes permettant d'évaluer la situation des droits de la femme et d'établir des priorités pour l'adoption de lois. D'autres, tout en notant l'importance que pouvaient avoir les mesures législatives pour la réalisation de l'égalité des sexes, ont souligné que la reconnaissance de l'égalité dans les textes ne garantissait pas l'amélioration de la condition de la femme et qu'il était nécessaire de prendre des mesures pour l'application effective de ces lois. Un traitement préférentiel destiné à remédier à la discrimination ne pouvait servir la cause de l'égalité que s'il visait à créer des conditions garantissant les mêmes chances pour les femmes et les hommes. Plusieurs délégations ont déclaré que dans beaucoup de pays, les progrès faits dans l'application des droits économiques et sociaux des femmes étaient encore très insuffisants. Les femmes demeuraient exposées aux graves conséquences du chômage et du non-respect du principe "à travail égal, salaire égal"; on leur proposait des emplois moins intéressants et elles ne pouvaient pas bénéficier des services sociaux ou participer de façon adéquate au développement.

22. Bien que les femmes rurales représentent une forte proportion de la main-d'oeuvre agricole dans le monde entier, leur importance était encore sous-estimée et méconnue. Quelques représentantes ont fait observer qu'avec la mécanisation de l'agriculture dans les pays en développement, les femmes rurales, déjà sous-payées, allaient connaître le chômage. Une représentante a noté qu'il n'y avait pas de normes en matière de salaires en cas de mécanisation de l'agriculture et elle a suggéré que la Conférence formule une recommandation à ce sujet.

23. Plusieurs représentantes ont souligné que l'amélioration du niveau de vie des femmes rurales devait devenir une tâche prioritaire des organismes des Nations Unies et des institutions spécialisées, et que le rôle des femmes rurales dans la production alimentaire devait être reconnu.

24. Quelques représentantes ont déclaré que l'agriculture étant la base de l'économie de très nombreux pays représentés à la Conférence, il importait de comprendre que les hommages rendus du bout des lèvres à la cause des femmes rurales devaient céder la place aux actes.
25. Une représentante a déclaré qu'il conviendrait de s'intéresser aux travailleuses marginales et aux femmes qui travaillaient sans être rémunérées, en particulier dans les zones rurales, et elle a insisté sur la nécessité de lier le développement rural à la planification nationale, aux accords régionaux et aux stratégies internationales du développement. Une autre représentante, évoquant le taux élevé de mortalité infantile dans les zones rurales, a demandé instamment que des ressources accrues soient consacrées aux soins de santé maternelle et infantile et aux services techniques dans les zones rurales. Une représentante a estimé que des études devraient être entreprises pour évaluer les besoins des femmes rurales, notamment dans le domaine de la santé. Il ne suffirait pas d'accroître le revenu des femmes rurales; il serait tout autant nécessaire de renforcer leurs aptitudes.
26. Plusieurs représentantes ont noté qu'une information insuffisante pouvait se traduire par des attitudes sociales, y compris parmi les femmes elles-mêmes, préjudiciables à l'amélioration de la condition féminine. Il a été suggéré que les gouvernements suivent de près les activités des médias, en raison du rôle critique - à la fois positif et négatif - de ces derniers dans la formation des attitudes. Une représentante a souligné que les obstacles liés aux attitudes, en particulier les obstacles subtils, étaient sans doute l'obstacle le plus important qui s'opposait à la promotion de la femme.
27. Plusieurs représentantes ont déclaré que bien que des données aient été réunies et des problèmes identifiés pendant la première moitié de la Décennie de la femme, il convenait que l'Organisation des Nations Unies et les divers pays intensifient la collecte de l'information et les recherches sur les femmes. Les femmes rurales devaient tout spécialement retenir l'attention. Il était nécessaire d'affecter davantage de ressources aux programmes relatifs aux femmes pour disposer d'une base d'action efficace et améliorer l'analyse des données existantes. Les gouvernements et les institutions des Nations Unies devraient élaborer des normes et des directives sur les recensements et les questionnaires pour permettre d'obtenir des informations plus précises sur les femmes dans le processus du développement. Plusieurs représentantes ont appuyé l'idée de mettre en place des mécanismes de collecte des données, ce qui constituerait une première étape de l'intégration des femmes au développement.
28. Des représentantes ont fait observer que le nouvel ordre économique international devrait avoir l'appui de tous les Etats Membres et plusieurs représentantes ont dit combien il importait que les médias tiennent compte des besoins des femmes. Le manque de données précises et d'agents d'évaluation possédant la formation voulue restait un obstacle au rassemblement d'informations qualitatives sur les femmes des pays développés et en développement.
29. Beaucoup de représentantes ont souligné que les femmes souffraient tout spécialement du manque d'instruction et de formation. L'Organisation des Nations Unies devrait élargir les possibilités d'accès aux programmes de formation destinés aux femmes et procéder à des recherches sur cette formation. Les projets des institutions des Nations Unies en matière de formation devraient faire une plus large place au personnel local au stade de l'élaboration et de la mise en

œuvre pour assurer qu'ils correspondent aux besoins réels. La formation des femmes devrait mettre davantage l'accent sur les compétences leur donnant accès à des fonctions de responsabilité dans la vie publique et privée. Il conviendrait d'encourager la formation des femmes en vue des programmes d'assistance technique et davantage de femmes devraient être encouragées à participer directement à la recherche et à la formation en vue des activités opérationnelles de toutes les organisations du système des Nations Unies.